

Montréal métro



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Les policiers du SPCUM n'ont pas chômé et, malgré l'absence d'agressivité des manifestants, ils ont arrêté, un à un, tous ceux qui refusaient de circuler.



PHOTO F

Les policiers ont érigé des barricades sur les manifestants impassibles qui voulaient empêcher la tenue de la conférence.

Aucun grabuge : 100 arrestations

La Conférence sur la mondialisation des économies retardée par SalAMI

ISABELLE HACHEY

Plus de 200 personnes ont littéralement bloqué tout accès au centre Sheraton de Montréal, hier matin, afin de dénoncer l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), dont l'adoption aurait selon eux des effets dévastateurs sur la communauté locale.

Malgré des arrestations massives, l'« Opération SalAMI » s'est déroulée sans grabuge. Mais les participants à la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies, qui s'ouvrait hier, ont dû poireauter pendant des heures avant de pouvoir entrer — très discrètement — à l'intérieur de l'hôtel, escortés par de nombreux policiers de l'escouade tactique du SPCUM.

Les conférenciers ne sont entrés qu'à 10 h 30, après un face à face de trois heures entre les manifestants et les policiers. Pour dégager le terrain, pas moins de 100 personnes ont été arrêtées et accusées de méfait ou d'entrave au travail des policiers, à qui les activistes ont opposé une résistance passive. L'opération s'est déroulée dans le calme, et personne n'a été blessé.

Afin d'éviter les débordements d'agressivité, les opposants ont reçu une formation de cinq heures sur l'art de la désobéissance civile et de l'action non violente avant de se rendre à la manifestation. Un à un, ils se sont mollement laissés traîner par les agents jusqu'aux papiers à salade. Les derniers activistes ont quitté les lieux à 14 h.

L'AMI est un pacte économique



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

Le manifestant Christian-Robert de Massy a tenté d'inciter ce policier de l'escouade tactique du SPCUM à se joindre à lui pour dénoncer la mondialisation des marchés. Mais les joies de la désobéissance civile n'ont pas eu l'heur de tenter le policier, qui est resté totalement impassible.

que tentent de conclure, depuis 1995, les 29 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). En avril, les négociations ont été suspendues pour six mois après que quelques pays, dont la France et le Canada, se furent montrés réticents à certaines dispositions de l'accord. Et après que des activistes français et américains eurent mené de grandes campagnes contre l'AMI, surnommé « Charte des droits des multinationales » par ses détracteurs.

Le but de l'AMI est de laisser le champ libre aux investisseurs étrangers en favorisant la libre circulation des capitaux. Mais ses opposants craignent que son adoption par l'OCDE ne confère des pouvoirs démesurés aux grandes entreprises et ne menace carrément la souveraineté des États signataires. « C'est un accord monstrueux qui va départir les citoyens de leurs droits pour les donner aux multinationales », craint Philippe Duhamel, l'un des organisateurs de

l'Opération SalAMI. « À la longue, c'est très dangereux pour les systèmes de santé et d'éducation publics, dit un conseiller de la CSN, Arthur Sandborn. Des hôpitaux privés pourraient s'ouvrir et, si on essaie de les en empêcher, les promoteurs pourront poursuivre le gouvernement pour perte de profits ! »

Mais pourquoi avoir choisi de perturber la Conférence de Montréal, qui n'abordera pas — directement, du moins — la question de

l'AMI pendant ses trois jours d'ateliers ? « C'est clair que c'est à l'ordre du jour, soutient M. Duhamel. Ici, c'est toujours le même point de vue qui passe : on veut vendre la mondialisation, le pouvoir d'exploiter, partout, sans aucune entrave, sans devoir investir dans les programmes sociaux et sans respecter les normes environnementales. »

Ce n'est pas l'avis des dizaines de conférenciers qui ont fait le point de grue, dans la matinée, au square Dorchester, à deux coins de rue du centre Sheraton. Plusieurs se sont montrés légèrement cyniques, surtout très embêtés du contemps. « Ce sont de petits groupes qui ont l'air très marginaux. Ça n'a pas d'importance, sauf que nous ennuit », a dit le professeur de science économique André Ranauld, ancien député libéral et ex-président du Conseil économique du Canada. « C'est triste, je comprends les jeunes, c'est difficile pour eux. Mais ce n'est pas bon pour la ville de Montréal », a ajouté Jack Person, un diplomate à Washington qui a eu une sérieuse prise de bec avec une manifestante en essayant, en vain, de pénétrer dans l'hôtel.

Les opposants à l'AMI réclament le retrait immédiat du Canada des négociations de l'OCDE. La parole Marilou Grégoire-Blais explique que l'Opération SalAMI a germé dans l'esprit de son groupe après l'occupation par 1000 personnes, en novembre, du Complexe le principal édifice gouvernemental de Québec. « On veut une mondialisation de la résistance », dit-elle. Et ce n'est pas fini. La Bourse, les banques, Hydro-Québec et certaines multinationales se trouvent désormais dans le collimateur des activistes.